Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux : cours d’histoire terminale à télécharger en PDF

Cours d’histoire – Terminale

Ce cours d’histoire de terminale sur « Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux » fait partie du thème « Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990 ». Tu y trouves d’abord la leçon complète, avec ses documents, ses cartes et ses définitions, puis l’essentiel à retenir. Ensuite, entraîne-toi avec les exercices du chapitre, teste-toi avec le QCM et prépare l’évaluation avec le contrôle.

Problématique : Comment les rapports de puissance sont-ils bouleversés depuis la fin de la guerre froide, et quels enjeux communs les États doivent-ils affronter ?

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin s'ouvre. Le 25 décembre 1991, le drapeau rouge descend du Kremlin et l'Union soviétique disparaît. Pendant près d'un demi-siècle, le monde avait été organisé autour de l'affrontement de deux superpuissances. Que devient l'ordre international quand l'un des deux pôles s'effondre ? Les années 1990 donnent d'abord le sentiment d'une victoire sans partage de l'Occident. Les années 2000 et 2010 montrent au contraire un monde plus incertain. De nouveaux acteurs s'affirment, et des menaces globales, le terrorisme et le dérèglement climatique, ne s'arrêtent pas aux frontières.

Problématique : comment les rapports de puissance sont-ils bouleversés depuis la fin de la guerre froide, et quels enjeux communs les États doivent-ils affronter ?

1. L'après-guerre froide : un moment américain (1991-2001)

Un « nouvel ordre mondial » sous l'égide de l'ONU et des États-Unis

Le 2 août 1990, l'armée irakienne de Saddam Hussein envahit le Koweït. Pour la première fois depuis 1945, les deux anciens adversaires, Washington et Moscou, ne se bloquent pas au Conseil de sécurité. La résolution 678, adoptée le 29 novembre 1990, autorise le recours à la force contre l'Irak si celui-ci n'évacue pas le pays. Une coalition de trente-quatre États libère le Koweït en février 1991. Les États-Unis la dirigent, et la France y participe. Le président George Bush parle alors d'un « nouvel ordre mondial » fondé sur le droit international. L'intervention de 1991 a l'accord de l'ONU, ce qui la distingue de plusieurs opérations ultérieures.

> **Définition : hyperpuissance**
>
> Mot employé en 1998 par le ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine pour désigner les États-Unis. Ils sont seuls à disposer à la fois de la première puissance militaire, de la première économie, de la première influence culturelle et d'une avance technologique incomparable. Il s'agit d'une puissance sans équivalent depuis la disparition de l'URSS, que l'on distingue d'une simple superpuissance.

Le temps des conflits régionaux

La fin de la bipolarité n'apporte pas la paix. En Europe même, l'éclatement de la Yougoslavie provoque des guerres de 1991 à 1995 en Slovénie, en Croatie et surtout en Bosnie-Herzégovine. On y dénombre des dizaines de milliers de morts et un génocide commis à Srebrenica en juillet 1995. Les accords de Dayton, signés à Paris le 14 décembre 1995, mettent fin à la guerre de Bosnie.

En 1999, l'OTAN bombarde la Serbie du 24 mars au 10 juin pour mettre fin à la répression au Kosovo. L'opération se déroule sans résolution du Conseil de sécurité, ce qui nourrit les critiques de la Russie et de la Chine. En Afrique, le génocide des Tutsi du Rwanda (avril à juillet 1994) rappelle l'impuissance de la communauté internationale.

La mondialisation sous direction occidentale

Les années 1990 sont aussi celles d'une accélération des échanges. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) remplace le GATT le 1er janvier 1995 ; Internet entre dans les foyers. Les capitaux circulent librement. Les États-Unis y tiennent une place centrale par leurs entreprises, leur dollar, leur langue et leur culture (cinéma, musique, jeux vidéo). On parle de « soft power », c'est-à-dire de la capacité d'influencer par l'attrait plutôt que par la contrainte.

> **Définition : mondialisation**
>
> Processus d'intensification des échanges de marchandises, de capitaux, d'informations et de personnes à l'échelle de la planète. Il rend les économies et les sociétés de plus en plus interdépendantes.

2. Terrorisme, guerres et crise de l'ordre international (2001-2021)

Le 11 septembre 2001 et la « guerre contre le terrorisme »

Le 11 septembre 2001, dix-neuf membres du réseau terroriste islamiste Al-Qaïda, dirigé par Oussama Ben Laden, détournent quatre avions de ligne. Deux frappent les tours du World Trade Center à New York, un troisième le Pentagone, près de Washington. Le quatrième s'écrase en Pennsylvanie. Près de 3 000 personnes sont tuées. Pour la première fois, le territoire des États-Unis est atteint par une attaque venue de l'extérieur sur une telle échelle. La solidarité est immédiate. Le Conseil de sécurité condamne les attentats dès le 12 septembre (résolution 1368), et l'OTAN invoque pour la première fois de son histoire l'article 5 du traité de l'Atlantique, qui prévoit l'assistance entre alliés.

Document 1 – Les attentats du 11 septembre 2001

Le vol United Airlines 175 percute la tour sud du World Trade Center, à New York, le 11 septembre 2001, photographie prise le jour même (Flickr, Robert J. Fisch, retouche). UA_Flight_175_hits_WTC_south_tower_9-11.jpeg: Flickr user TheMachineStops (Robert J. Fisch) derivative work: upstateNYer, CC BY-SA 2.0, via Wikimedia Commons

Photographie du 11 septembre 2001, Wikimedia Commons (licence CC BY-SA 2.0).

Comment lire cette photographie ? Elle est prise par un témoin, non par un reporter officiel. Elle

date de la minute même de la seconde frappe et montre la tour sud touchée alors que la tour nord brûle déjà. Les images des attentats, vues en direct dans le monde entier, ont contribué à faire de l'événement un choc planétaire. Elles ont aussi légitimé en Occident la réponse militaire.

Le président George W. Bush déclare une « guerre contre le terrorisme ». Le 7 octobre 2001, les États-Unis et leurs alliés interviennent en Afghanistan, où les talibans protégeaient Al-Qaïda ; Kaboul tombe en novembre. Cette présence militaire occidentale durera vingt ans. Elle s'achève par le retrait américain d'août 2021 et le retour des talibans à Kaboul le 15 août.

La crise irakienne de 2003

En 2002, Washington accuse l'Irak de Saddam Hussein de posséder des armes de destruction massive. La résolution 1441, adoptée à l'unanimité le 8 novembre 2002, exige le désarmement de l'Irak et renvoie les inspecteurs de l'ONU sur place. Elle précise que le pays devra faire face à de « graves conséquences » s'il manque à ses obligations. Les États-Unis et le Royaume-Uni estiment que cela suffit à justifier une action armée.

La France, l'Allemagne, la Russie et la Chine veulent laisser du temps aux inspections. Le 14 février 2003, devant le Conseil de sécurité, le ministre français Dominique de Villepin plaide pour la poursuite des inspections et défend le rôle de l'ONU. Le 20 mars 2003, malgré l'absence de nouvelle résolution, les États-Unis, le Royaume-Uni et quelques alliés attaquent l'Irak. Saddam Hussein est renversé en avril, mais aucune arme de destruction massive n'est retrouvée.

> **Définition : multilatéralisme**
>
> Principe selon lequel les États règlent les grandes questions internationales ensemble, dans le cadre d'organisations comme l'ONU, par la négociation et le droit. On l'oppose à l'unilatéralisme, qui désigne l'action d'un seul État, sans l'accord des autres.

La guerre d'Irak affaiblit l'autorité morale des États-Unis et l'ONU. Elle déstabilise durablement le pays et la région, et favorise le développement de groupes djihadistes. De l'un d'eux naît l'organisation « État islamique » (Daech). Elle proclame un « califat » à Mossoul en juin 2014 et revendique de nombreux attentats, notamment en France en 2015 et 2016.

Un Moyen-Orient en recomposition

Le soulèvement part de Tunisie à la fin de 2010, puis gagne l'Égypte, la Libye, le Yémen et la Syrie (les « printemps arabes »). Il débouche sur des issues très diverses. En Syrie, la répression de 2011 se transforme en guerre civile internationalisée. La Russie (2015), l'Iran, la Turquie, les États-Unis et des milices y interviennent. Des millions de Syriens fuient, ce qui pèse sur la politique migratoire de l'Europe. La région reste le principal foyer de conflits où se mesurent les ambitions des puissances.

3. Un monde multipolaire : émergents, retour de la Russie, rivalité sino-américaine

L'affirmation de la Chine

À partir de 1978, Deng Xiaoping ouvre la Chine aux investissements étrangers tout en conservant le parti unique. L'entrée dans l'OMC, le 11 décembre 2001, accélère son rôle d'« atelier du monde ». Son produit intérieur brut (PIB) représentait environ 6 % de celui des États-Unis en 1990. Il en atteint environ 70 % en 2020 (voir l'exercice sur le tableau de la Banque mondiale).

La Chine dépasse le Japon en 2010 et devient la deuxième économie du monde. Sous Xi Jinping, secrétaire général du parti depuis 2012 et président depuis 2013, Pékin lance les « nouvelles routes de la soie » (2013) et investit en Afrique. La Chine modernise aussi son armée et affirme ses revendications en mer de Chine méridionale.

Le quartier d'affaires de Pudong, à Shanghai (Chine), photographie de novembre 2017. King of Hearts, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons

> **Définition : pays émergent**
>
> Pays dont l'économie connaît depuis plusieurs années une croissance rapide. Il s'industrialise et s'intègre aux échanges mondiaux, mais son niveau de vie moyen reste inférieur à celui des pays développés. La Chine, l'Inde, le Brésil sont les exemples les plus connus.

Les BRICS et la fin du monopole occidental

Le sigle BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) est inventé en 2001 par un économiste d'une banque américaine. Il devient ensuite une réalité diplomatique. Les chefs d'État des quatre pays se réunissent pour la première fois à Iekaterinbourg, en Russie, en juin 2009. L'Afrique du Sud les rejoint en 2011, d'où le sigle BRICS. Ces États contestent la domination occidentale sur les institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale).

Cependant, ils n'ont ni une alliance militaire ni une politique étrangère commune, car leurs intérêts divergent souvent. La crise financière déclenchée par la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, accélère le passage du G8 au G20. Réuni au niveau des chefs d'État à Washington en novembre 2008, il intègre les grands émergents.

La Russie de Vladimir Poutine

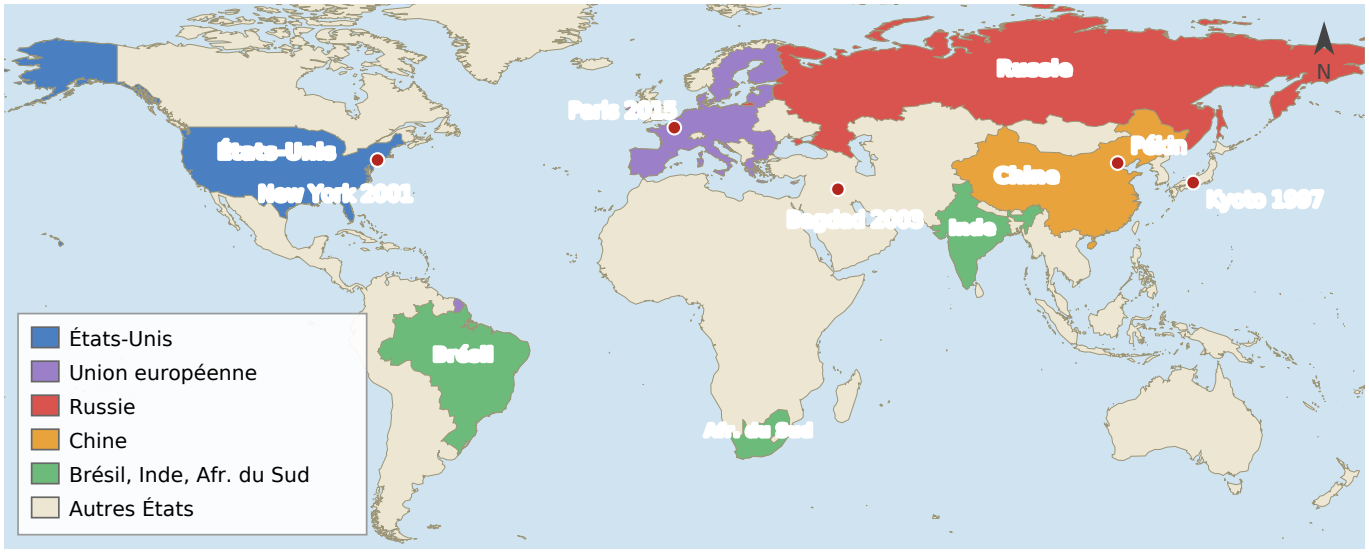
Après le chaos des années 1990, la Russie retrouve ses moyens grâce aux revenus du pétrole et du gaz. Dirigée par Vladimir Poutine depuis 2000, elle cherche à restaurer son influence dans l'ancien espace soviétique. En février 2007, à Munich, Poutine critique ouvertement un monde « unipolaire ». La Russie intervient en Géorgie en août 2008, annexe la Crimée en mars 2014, puis envahit l'Ukraine le 24 février 2022. C'est la plus grande guerre en Europe depuis 1945. Les pays occidentaux répondent par des sanctions économiques et par une aide militaire à Kiev.

Les États-Unis face à de nouveaux défis

Les États-Unis restent la première puissance militaire mondiale et une puissance financière et technologique de premier rang. Pourtant, les guerres d'Irak et d'Afghanistan, la crise de 2008 et de profondes divisions internes les affaiblissent. Depuis la présidence de Barack Obama

(2009-2017), qui évoque un « pivot » vers l'Asie, leur attention se déplace vers le Pacifique. Sous Donald Trump (2017-2021), ils privilégient l'action unilatérale, déclenchent une guerre commerciale contre la Chine (2018) et se retirent de plusieurs accords internationaux. La rivalité entre Washington et Pékin devient le fait majeur de la géopolitique du XXIème siècle. Le monde n'est plus unipolaire ni bipolaire : il est multipolaire.

> **Définition : multipolarité**
>
> Situation internationale où plusieurs puissances (États-Unis, Chine, Union européenne, Russie, Inde...) se disputent l'influence. Aucune ne peut imposer seule sa volonté à toutes les autres.



Les puissances et quelques événements majeurs depuis 1991 (fond de carte Natural Earth ; réalisation originale).

Les organisations internationales à l'épreuve

Ces bouleversements mettent à l'épreuve les institutions. L'ONU, dont le Conseil de sécurité compte cinq membres permanents disposant d'un droit de veto (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France), reste le lieu de légitimation des décisions collectives. Pourtant, elle est paralysée chaque fois que les intérêts des grandes puissances divergent, comme sur la Syrie ou sur l'Ukraine. L'OTAN aurait pu disparaître avec le pacte de Varsovie. Pourtant, elle s'élargit à l'Est (Pologne, Hongrie et République tchèque en 1999, puis les pays baltes en 2004) et devient pour Moscou le symbole d'un encerclement.

L'Union européenne, première puissance commerciale, peine à parler d'une seule voix en matière diplomatique et militaire, comme l'ont montré les divisions européennes de 2003 sur l'Irak. Enfin l'OMC, créée pour arbitrer les échanges, se trouve contournée par les accords bilatéraux et contestée par les États-Unis eux-mêmes depuis 2018. La mondialisation n'a donc pas produit un gouvernement mondial : elle a multiplié les acteurs sans clarifier qui décide.

4. Un enjeu global : le climat et le développement durable

Des sommets à l'accord de Paris

Le Sommet de la Terre, réuni à Rio de Janeiro en juin 1992, adopte la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Le protocole de Kyoto est signé en décembre

1997. Il fixe pour la première fois aux pays industrialisés des objectifs chiffrés de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre (au moins 5 % de moins qu'en 1990 sur la période 2008-2012). Il entre en vigueur en février 2005. Mais les États-Unis ne le ratifient pas et les grands pays émergents, qui n'ont pas d'obligation chiffrée, ne sont pas concernés. En septembre 2002, à Johannesburg, le président français Jacques Chirac lance une formule restée célèbre : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. »

Document 2 – Jacques Chirac au sommet de Johannesburg (2 septembre 2002)

> Responsabilité première des pays développés. Première par l'histoire, première par la puissance, première par le niveau de leurs consommations. Si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face à nos besoins. Responsabilité des pays en développement aussi. Nier les contraintes à long terme au nom de l'urgence n'a pas de sens. Ces pays doivent admettre qu'il n'est d'autre solution pour eux que d'inventer un mode de croissance moins polluant.

*pays en développement : États dont le niveau de richesse et d'équipement est encore faible, appelés aussi pays du Sud.

Jacques Chirac, discours prononcé au sommet de la Terre de Johannesburg, 2 septembre 2002 (site de la présidence de la République).

La conférence de Copenhague (2009) se termine sans accord contraignant. Le 12 décembre 2015, à l'issue de la COP 21 réunie près de Paris, les 195 États présents et l'Union européenne, soit 196 parties, adoptent l'accord de Paris. Il fixe l'objectif de contenir le réchauffement nettement en dessous de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle, en poursuivant les efforts pour le limiter à 1,5 °C. Chaque État décide de ses propres engagements, révisés tous les cinq ans. Ainsi, l'accord est plus souple que Kyoto, mais aussi moins contraignant. Il entre en vigueur le 4 novembre 2016. Les États-Unis, après avoir annoncé leur retrait en 2017, le quittent effectivement le 4 novembre 2020, avant de le réintégrer en 2021.

Comment lire ce discours ? Jacques Chirac s'adresse à l'ensemble des chefs d'État réunis à l'occasion des dix ans du Sommet de la Terre. Il ne se contente pas d'alerter. Il répartit les responsabilités entre les pays développés, qui ont pollué les premiers et consomment le plus, et les pays en développement, qui doivent inventer un mode de croissance moins polluant. Cette distinction entre des responsabilités « communes mais différenciées » traverse toute la négociation climatique, de Kyoto jusqu'à Paris. Elle explique aussi pourquoi les débats sont si difficiles : chaque État veut que l'effort soit partagé, sans freiner sa propre croissance.

Définition : développement durable

Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Il associe l'efficacité économique, la justice sociale et la protection de l'environnement.

Des enjeux qui dépassent les États

En 2015, l'ONU adopte aussi dix-sept objectifs de développement durable (Agenda 2030). Ils visent la lutte contre la pauvreté et la faim, l'éducation, la santé, l'énergie propre et la protection des océans et des forêts. La pandémie de Covid-19, qui se répand à partir de la fin de 2019 et touche l'ensemble des continents, rappelle à son tour qu'une crise sanitaire est mondiale. Ces défis obligent les puissances à coopérer au moment même où elles se concurrencent. Tel est le paradoxe de la période. Les institutions héritées de 1945 (ONU, FMI, Banque mondiale) sont contestées pour leur manque de représentativité, mais aucune organisation de remplacement n'a pris leur place.

- **29 novembre 1990** résolution 678 de l'ONU autorisant la force contre l'Irak
- **25 décembre 1991** disparition de l'URSS
- **1er janvier 1995** création de l'OMC
- **11 décembre 1997** protocole de Kyoto
- **11 septembre 2001** attentats aux États-Unis
- **20 mars 2003** début de la guerre d'Irak
- **15 septembre 2008** faillite de Lehman Brothers, crise financière
- **12 décembre 2015** accord de Paris sur le climat
- **24 février 2022** invasion de l'Ukraine par la Russie

À retenir

- La disparition de l'URSS (1991) ouvre une décennie de domination américaine : le monde est qualifié d'unipolaire, les États-Unis étant une « hyperpuissance ».
- Les attentats du 11 septembre 2001 et les guerres d'Afghanistan (2001) et d'Irak (2003) bouleversent la sécurité internationale. De plus, l'intervention de 2003, décidée sans l'accord de l'ONU, divise le monde occidental.
- L'essor de la Chine, des BRICS et le retour de la Russie ouvrent un monde multipolaire où la rivalité sino-américaine devient centrale.
- Le climat, la santé et le développement durable sont des enjeux globaux : Kyoto (1997) et Paris (2015) montrent la difficulté de coopérer sans contrainte réelle.